

**OBSERVATOIRE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DU NORD-EST
(OSANE)**

BULLETIN D'INFORMATION

Volume 1 | Numéro 1 : Septembre – Novembre 2025

Publication : Décembre 2025

SOMMAIRE

1- RÉSUMÉ DE LA
SITUATION DE
SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE

2- DISPONIBILITÉ
ALIMENTAIRE

3- ACCÈS AUX
ALIMENTS

4- UTILISATION ET
STABILITÉ

5- ÉVOLUTION DE LA
CONSOMMATION
ALIMENTAIRE

6- CONCLUSION ET
RECOMMANDATIONS

RÉSUMÉ DE LA SITUATION DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



La performance agricole de la campagne d'été/automne s'est révélée moyenne dans le Nord 'Est, en dépit des contraintes liées à la production (coût élevé de la main-d'œuvre, difficulté d'accès aux intrants, manque d'assistance).



La valeur nominale du panier alimentaire a chuté de 6 % en rythme mensuel et de 7 % en glissement annuel, ce qui pourrait témoigner une amélioration de l'accès et de la disponibilité alimentaire. Cependant, le coût du panier demeure relativement élevé sur le marché de Ouanaminthe qui reste parmi les plus chers au niveau national, limitant ainsi l'accessibilité des ménages vulnérables aux produits de base.



Plus de 40 % de la population est en phase de crise et pire (phase 3 et plus de l'IPC). Face à cette situation, plus de 75 % des ménages recourent à des stratégies réduites de survie (IPC, Sept 2025).



Entre 2023 et 2025, la proportion de ménages ayant une faible diversité alimentaire est passée de 5 % à 25,3 %, et le score de consommation alimentaire pauvre et limitée a augmenté de 28,6 % à 49,5 %. Sans interventions rapides, 48 % de la population (près de 232 900 personnes) peuvent basculer en phase de crise ou pire pour la période de mars-juin 2026 (IPC, Sept 2025).



34 % de la population du Nord 'Est n'utilise aucun moyen de traitement de l'eau, exposant la population à des risques sanitaires, accentuant ainsi la vulnérabilité des ménages (ENSSAN, 2025).

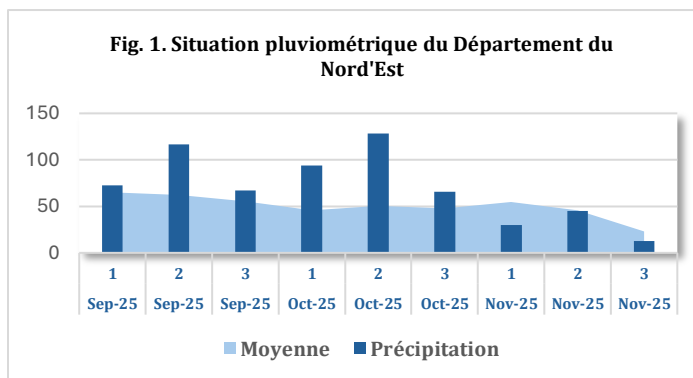
Ce bulletin présente les piliers (disponibilité, accessibilité, utilisation, stabilité) de la sécurité alimentaire et l'évolution de la SAN dans le Nord 'Est. Il met en évidence les facteurs (sécuritaires, sociopolitique, climatiques) qui influencent la sécurité des ménages, tout en offrant des perspectives et des recommandations pour orienter et appuyer les processus décisionnels.

DISPONIBILITÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES

- **Conditions pluviométriques et impacts sur la production agricole**

La campagne agricole été/automne 2025 au niveau du département du Nord 'Est a été globalement moyenne. La saison a été caractérisé au début par une bonne pluviométrie, cependant certaines zones ont reçu de faibles pluies entraînant ainsi un démarrage tardif des activités agricoles.

Les données de précipitations telles qu'illustrées par la figure1, indiquent que les cumuls pluviométriques ont été



Source: DataViz/PAM, 2025

supérieurs à la moyenne de septembre à octobre 2025. Les informations recueillies sur le terrain confirment que la campagne d'automne a démarré sous de bons auspice grâce à une pluviométrie favorable à la production. Cependant, les superficies emblavées des cultures de céréales (maïs, riz), des légumineuses (haricot, pois inconnu) et des tubercules (igname, patate douce, manioc) demeurent inférieures par rapport à la normale en raison : du coût élevé de la main-d'œuvre agricole, de la difficulté d'accès aux intrants dû à des moyens financiers limités des producteurs et ainsi que du manque d'assistance.

Au cours du mois de novembre une tendance à la baisse des précipitations a été observée, marquant la transition vers la saison sèche. Cette situation a impacté négativement les rendements des cultures tardives et les semis de contre-saison, notamment le maïs de fin de cycle et les haricots dans les zones non irriguées, selon des informateurs clés du département.

- **Accès et disponibilité des intrants**

Au cours de la campagne d'été/automne, la disponibilité des intrants agricoles dans le Nord 'Est a été moyenne. L'analyse des données révèlent que les agriculteurs se sont principalement approvisionnés auprès des boutiques spécialisées en intrants. Toutefois, l'accès aux engrais et aux produits phytosanitaires est resté limité, en raison de leurs raretés et de leurs prix élevés sur le marché, ce qui a constitué un frein majeur pour de nombreux exploitants agricoles. De plus, la main-d'œuvre agricole a été difficile à mobiliser, en raison de sa rareté et de son coût élevé, accentuant les contraintes pesant sur la production. Cette combinaison de facteurs a réduit la capacité des agriculteurs à maintenir ou à améliorer leurs rendements, les rendant particulièrement vulnérables face aux aléas climatiques et aux contraintes sécuritaires persistantes, ce qui accroît leur exposition à l'insécurité alimentaire.



- **Approvisionnement des marchés**

Les marchés ont été achalandés à un niveau plus élevé en produits importés contrairement aux produits locaux. Toutefois, la production agricole continue de contribuer à la disponibilité alimentaire dans le département, notamment grâce aux récoltes saisonnières de haricot, de maïs, de riz et de divers produits de cueillette durant la période. Bien que la présence des produits alimentaires importés ait permis de maintenir une certaine stabilité sur les marchés, le volume disponible est inférieur par rapport à celui constaté au cours de l'année précédente.

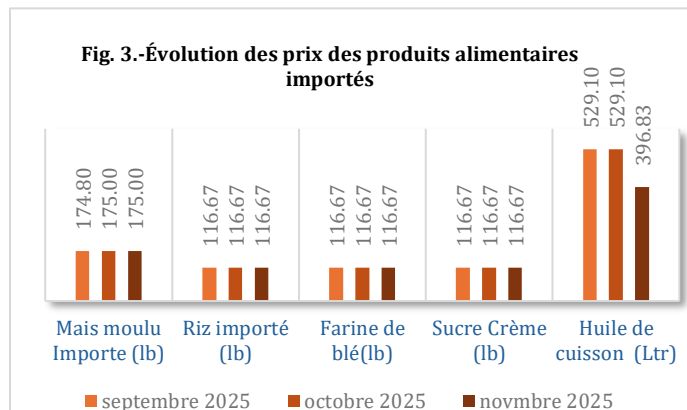
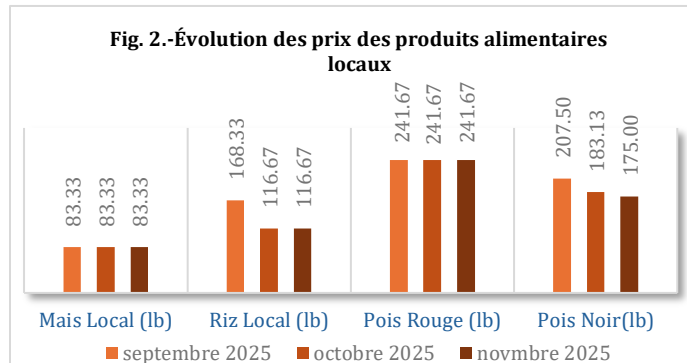
ACCESSIBILITÉ AUX PRODUITS ALIMENTAIRES

- **Tendance des prix moyens des produits locaux et importés**

L'accès des ménages pauvres et très pauvres à l'alimentation est limité en raison de leur faible pouvoir d'achat et de leur forte dépendance au marché. La hausse des prix des denrées alimentaires de base affecte négativement la capacité de ces ménages à subvenir à leurs besoins en nourriture. En effet, pour la période allant de septembre à novembre 2025, les prix des produits importés ainsi que ceux des produits locaux sont relativement stables.

Les prix des produits locaux tels que le maïs, le haricot rouge demeurent stables, alors que ceux du riz local, du haricot noir et de l'huile de cuisson affichent une légère baisse. Toutefois, les prix de ces produits demeurent relativement élevés.

Cette baisse s'explique en partie à un calme apparent du climat d'insécurité au mois de novembre, ce qui a permis une certaine amélioration des échanges interurbains des activités économiques par rapport au mois précédent.

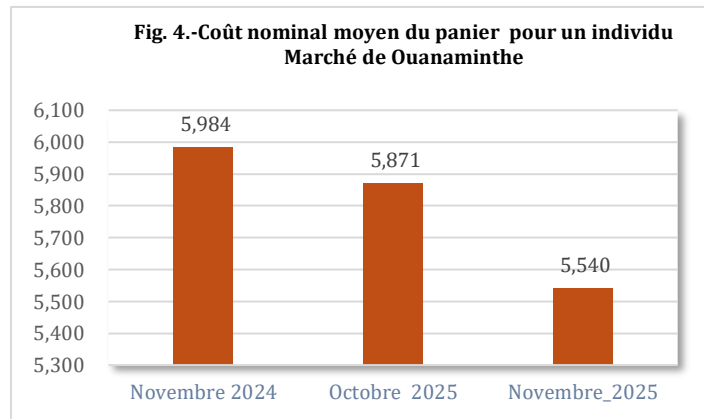


Source: CNSA, 2025



- **Évolution du coût nominal moyen du panier alimentaire pour un individu**

Les ménages vulnérables ont un accès limité à l'alimentation en raison de certaines contraintes telles que les pertes d'opportunités économiques, le maintien de la pression inflationniste affaiblissant significativement leurs pouvoir d'achat. En effet, le coût nominal moyen du panier alimentaire sur le marché de Ouanaminthe en novembre 2025, se situe autour de 5 540 gourdes par individu par mois, soit 29 920 gourdes pour une famille composé de cinq personnes, contre 5 871 gourdes en octobre 2025 et 5 984 gourdes en novembre 2024. Ce qui représente une baisse de 6% en rythme mensuel et de 7% en glissement annuel.



Source: CNSA, 2025

Cette tendance à la baisse est imputable à : i) L'amélioration des flux d'échange sur le marché binational ; ii) La disponibilité de produits locaux issus de la campagne précédente ; iii) La stabilité au niveau du taux moyen de change de la gourde par rapport au dollar depuis novembre 2024 (environ 131 gourdes pour un dollar) ; iv) La baisse de prix de certains produits de base sur le marché international.

Cependant, malgré cette baisse relative de la valeur du panier alimentaire, le marché de Ouanaminthe fait partie de ceux affichant les prix les plus élevés au niveau national. Cette situation affecte directement l'accessibilité économique des ménages vulnérables, renforçant les risques d'insécurité alimentaire, surtout en absence d'interventions ciblées pour soutenir les populations les plus exposées.

UTILISATION ET STABILITÉ

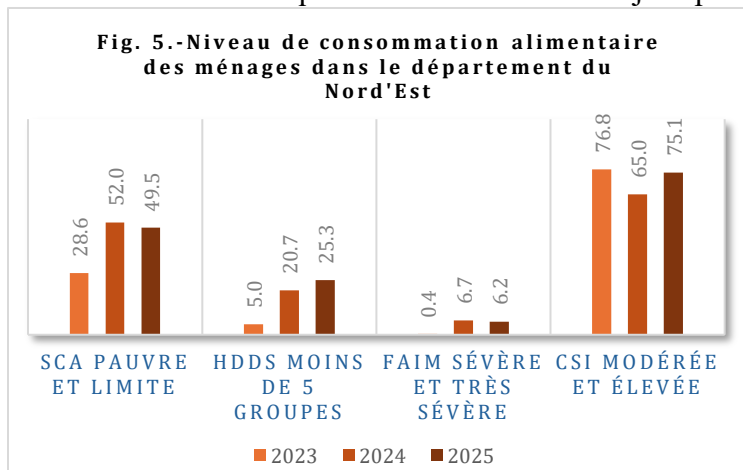
L'accès aux services de base (eau, hygiène et assainissement), constitue un déterminant majeur du bien-être, de la santé publique et de la sécurité alimentaire des ménages. En effet, les résultats de l'ENSSAN 2025 montrent les contraintes structurelles auxquelles font face les ménages dans leur environnement quotidien. Dans le Nord 'Est, plus de 11% des ménages dépendent encore de sources d'eau non aménagées, ce qui accroît les risques sanitaires. De plus, près de 34% des ménages n'utilisent aucun moyen de traitement de l'eau consommée, exposant une large part de la population à des maladies hydriques. Ces contraintes structurelles accentuent la vulnérabilité des ménages et affectent négativement leur niveau de sécurité alimentaire.



ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE

Dans un contexte marqué par la persistance de l'inflation, la dégradation continue des moyens d'existence, l'insécurité généralisée et l'augmentation des déplacements internes, l'accès à une alimentation suffisante, diversifiée et nutritionnellement adéquate demeure un défi majeur pour une large part de la population.

En effet, de 2023 à 2025 une augmentation significative de la population ayant un score de diversité alimentaire faible et modéré (moins de 5 groupes d'aliments) a été observé, passant de 5% en 2023 à 25,3% en 2025. En ce qui concerne le score de consommation alimentaire (SCA), une proportion importante de la population présente des niveaux pauvre et limite (28,6 % en 2023



Source: CNSA, 2025

contre 49,5 % en 2025) ce qui correspond à une phase indicative « Crise » selon le protocole IPC. Cette situation limite les ménages du département à une alimentation diversifiée, ce qui pourrait affecter la situation nutritionnelle de la population.

Cette fragilité se reflète directement dans les comportements alimentaires des ménages, puisque plus de 75% d'entre eux ont recours à au moins une stratégie réduite d'adaptation liée à l'alimentation (rCSI modéré ou élevé). Ils adoptent des stratégies telles que : réduire la quantité ou la qualité des repas, restreindre la consommation des adultes pour préserver celle des enfants, sauter des repas, emprunter ou vendre des biens pour acheter de la nourriture et consommer les dernières réserves y compris les semences destinées à la prochaine saison.

PRÉVALENCE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGÛE

Les résultats de l'analyse de IPC (Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle) de septembre 2025 montrent une détérioration notable de la sécurité alimentaire dans le Nord 'Est. Pour la période courante (septembre 2025- février 2026), plus de 40% de la population du Nord 'Est est en Phase de crise (phase 3 et plus de l'IPC). Cette situation est surtout liée à la contre-performance agricole (faiblesses structurelles, manques d'intrants, aléas climatiques) et à l'inflation persistante. À cela s'ajoutent, les contraintes sécuritaires telles que les blocages routiers, les violences armées et le rançonnement, perturbant l'approvisionnement en produits importés et locaux, entraînant une flambée des prix et une forte dépendance aux importations.



RÉPONSE INSTITUTIONNELLE

- ***PMSAN (DUE) une approche multisectorielle et multidimensionnelle dans le Nord'Est***

Le Programme Multisectoriel de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PMSAN), avec un financement du 11^{ème} FED, développe une approche multisectorielle et multidimensionnelle pour aborder la problématique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Lancé en Haïti avec l'appui de l'Union européenne et cofinancé par l'Agence Française de Développement (AFD), ce programme vise à réduire durablement l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones ciblées : Port-au-Prince et sa région métropolitaine, le Haut Artibonite, ainsi que les départements du Nord 'Est et du Nord-Ouest.

Il s'articule autour de deux volets :

- Le renforcement de la gouvernance intersectorielle (MAST, MSPP, MARNDR) de la SAN au niveau national, départemental et communal.
- Le développement des services de base à destination des plus vulnérables via des consortiums d'ONGs à travers 2 portes d'entrée : l'agriculture et la malnutrition.

Les interventions du PMSAN visent à stabiliser les conditions de vie des communautés concernées. L'objectif est que les ménages vulnérables puissent sortir de leur situation de vulnérabilité et accéder à des moyens leur permettant de générer des revenus suffisants pour répondre aux besoins essentiels de leurs familles.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

En somme, la sécurité alimentaire des ménages dans le Nord 'Est demeure préoccupante. Leur consommation alimentaire est souvent classée en situation de crise (déficit de consommation), traduisant une fragilité persistante et une forte sensibilité aux chocs. Selon la fiche de communication IPC de septembre 2025, une légère détérioration de la situation alimentaire est attendue au cours de la période projetée allant de mars à juin 2026. Cette aggravation est principalement liée à la période de soudure, à la contraction continue du pouvoir d'achat et à la persistance des contraintes sécuritaires et logistiques. Ainsi, 48 % de la population, soit environ 232 900 personnes, devraient se retrouver en situation d'insécurité alimentaire aiguë (Phase IPC 3 ou plus), contre 43 % durant la période actuelle. La proportion de ménages en situation d'urgence (Phase 4) atteindrait 14 %, soit près de 69 480 de personnes, illustrant une hausse du nombre de ménages incapables de couvrir leurs besoins alimentaires essentiels sans recourir à des stratégies d'adaptation extrêmes.

Il est utile de souligner les actions prioritaires suivantes :

- Renforcer la production locale en subventionnant et en facilitant l'accès aux intrants agricoles (semences, engrais, produits phytosanitaires) pour la campagne printanière 2026.
- Renforcer l'assistance alimentaire et les transferts monétaires dans les zones classées en phases IPC élevées (phases 3 et 4) pour la période actuelle, en ciblant prioritairement les



